



Monsieur le Président,

Cette instance se tient dans un contexte social toujours particulièrement tendu autour de la contre réforme des retraites.

L'Intersyndicale Finances 76 continue de s'associer pleinement à ce mouvement qui a toute sa légitimité dans le sens où il tente d'empêcher une réforme injuste infligée de manière unilatérale à tous les citoyens, et qui s'est construite – une fois de plus – sans réel dialogue social.

Nous appelons l'ensemble des agents à poursuivre le mouvement.

Cette instance se tient également dans un contexte de très forte inflation après des années d'appauvrissement des fonctionnaires de tous grades dû au surgel du point d'indice.

L'Action sociale ministérielle est une force que les personnels, avec leurs représentants, ont su construire et développer depuis de nombreuses années.

La période actuelle nécessite qu'elle soit enrichie par des prestations améliorées et la création de nouvelles actions pour répondre aux attentes des personnels, avec un réseau qui soit en capacité de répondre à toutes les sollicitations des actifs comme des retraités.

L'Intersyndicale Finances 76 sera toujours aux côtés des agents, pour défendre leurs intérêts ! Dans ce contexte d'inflation très élevée, améliorer les prestations sociales est en effet une nécessité !

Comme beaucoup de français, de nombreux agents du MEFSIN se retrouvent en difficulté et le dernier rapport des assistantes de service social démontre de manière factuelle que les aides financières et les secours alimentaires connaissent une hausse sans précédent.

Face à la flambée des prix (+ 5,1 % sur un an en mai, selon l'Insee) et tout particulièrement des produits alimentaires (+ 14,1 %), de la perte de pouvoir d'achat qui s'élève désormais à plus de 16 % correspondant au début de la longue période de gel du point d'indice depuis juin 2010 , les syndicats réclamaient unanimement une augmentation significative du point d'indice. Or, le gouvernement a annoncé le 12 juin que le point d'indice dans la fonction publique ne serait revalorisé que de 1,5 % au 1<sup>er</sup> juillet et 5 points pour tous au 1<sup>er</sup> janvier.

Malgré une révision des grilles indiciaires des agents B et C a minima, le pouvoir d'achat de l'ensemble des fonctionnaires va donc inexorablement continuer de s'éroder !

Travailler plus longtemps avec moins de pouvoir d'achat ! Quel mépris pour les agents de la fonction publique !

Pour l'Intersyndicale Finances, le Ministère doit maintenir une politique d'action sociale ambitieuse et de qualité.

L'Intersyndicale Finances revendique une égalité de traitement et d'accès aux prestations pour les agents, fonctionnaires, contractuels, stagiaires et retraités, issus des ministères de Bercy, quelle que soit leur implantation fonctionnelle et géographique.

La note d'orientations de l'action sociale ministérielle 2023 réaffirme une politique de soutien et d'accompagnement des agents, et porte un focus particulier sur la restauration collective. L'Intersyndicale Finances réaffirme donc sa revendication de voir revaloriser la valeur faciale des titres restaurant et le maintien de la restauration collective (RIA et RIE).

Lors du dernier mandat (2019-2022), l'action des fédérations des Finances, a permis de :

- Conserver les instances de l'action sociale : le CNAS et les CDAS,
- Maintenir un réseau départemental avec un délégué dédié,
- Préserver l'indépendance des associations, notamment l'ATSCAF,
- Sauvegarder des résidences de vacances gérées par EPAF, face à un projet de cession totale du parc,
- Mettre en place la nouvelle aide au logement étudiant.

Pour 2023, l'augmentation du budget est malheureusement bien en deçà de l'inflation (d'où une difficulté supplémentaire pour établir le budget local).

Ces dernières années, une réforme d'envergure de l'action sociale ministérielle a été engagée. Les résidences EPAF continuent d'être liquidées, la politique de régionalisation de l'action sociale s'établit dans un schéma purement comptable au détriment d'une structure de proximité locale ne disposant plus de véritables prérogatives.

Les ministres ont en outre confirmé la réforme de la gouvernance des associations AGRAF, EPAF et ALPAF. Sous le prétexte d'amélioration du pilotage, cette réforme n'a d'autre but que budgétaire avec le risque sur les emplois pour les personnels de ces associations.

En 2023, le déni de démocratie continue ... En 2022, une représentativité syndicale est sortie des urnes. Pour l'intersyndicale 76, cette répartition doit être respectée et nous devons nous y conformer. Nous nous opposons en conséquence au mode d'élection des conseillers médicaux.

Par ailleurs, dans le cadre de la note d'orientations de l'action sociale ministérielle 2023, la notion de dialogue social est mise en avant. Mais quid du dialogue social ?

A la DRFIP 76, nous sommes actuellement en période de mutation. Jusqu'alors, nous avons un échange constructif avec vos services. Aujourd'hui, black out total !

Alors, qu'est ce que pour vous le dialogue social ?

Pourquoi irions-nous siéger dans des instances institutionnelles alors que vous nous refusez d'exercer notre coeur de métier !

Dans ce contexte, les délégués de l'Intersyndicale FINANCES 76 tiennent à vous rappeler leurs revendications :

- Une action sociale ministérielle de haut niveau au service de tous les agents,
- Un budget à hauteur des besoins, en augmentation dans le contexte actuel,
- Une restauration collective de proximité et de qualité avec un tarif social,
- La revalorisation significative des titres restaurants,
- Un nouveau plan ministériel de réservations de logements sur l'ensemble du territoire,
- Le maintien d'une offre de vacances et de colonies, de qualité, avec l'application systématique d'un barème social,
- La rénovation immédiate des centres EPAF,
- Une politique améliorée d'aide à la parentalité, par la réservation de berceaux supplémentaires ou par la création de nouveaux dispositifs et aides,
- Face aux difficultés croissantes rencontrées par les agents, l'Intersyndicale Finances revendique la redynamisation de l'action sociale et une amélioration des prestations passant par un dialogue social de qualité.

Vous l'aurez compris, l'Intersyndicale Finances mettra toute son énergie à défendre une action sociale ministérielle et départementale au service de l'ensemble des agents actifs et retraités.